



HAL
open science

Agir et penser en néo-nazi

Nicolas Lebourg

► **To cite this version:**

Nicolas Lebourg. Agir et penser en néo-nazi. Parlement[s], Revue d'histoire politique, 2018, 28 (2), pp.137-157. <10.3917/parl2.028.0139>. <hal-03124977>

HAL Id: hal-03124977

<https://hal.umontpellier.fr/hal-03124977v1>

Submitted on 4 Dec 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

De 1968 à nos jours, les radicalités politiques sont majoritairement rejetées par l'opinion publique, mais, s'il en est une qui est d'emblée disqualifiée, c'est bien le néo-nazisme. Pourtant, demeurent, jusqu'en 1995, des formations qui se revendiquent explicitement de l'héritage hitlérien. Certes, elles usent de quelques effets de déplacement. Ainsi, l'organe de la principale organisation néo-nazie, la Fédération d'Action nationaliste et européenne (FANE), peut-il affirmer : « Nous défendons quant à nous un national-socialisme libertaire » dont le modèle resterait « notre Führer Adolf Hitler[1]. » Les efforts faits pour « désataniser » le nazisme, selon l'expression utilisée par la section française de la *World Union of National-Socialists* (WUNS)[2], ne peuvent oblitérer une fascination en partie esthétiquement construite. En témoigne l'arrestation en Autriche, en 1975, de Michel Caignet, responsable des relations avec les pays germaniques de la FANE, avec un uniforme SS et un brassard nazi dans sa valise[3]. Pour le militant néo-nazi, « agir et penser » de manière idoine, pour reprendre en l'inversant une formule de Johan Chapoutot[4], implique de savoir articuler la vie communautaire militante, l'agit-prop marginalisée, et la violence – trois éléments mobilisateurs à l'intérieur du groupe mais facteurs de marginalisation au dehors. Conséquemment, le milieu est l'objet d'un traitement policier et judiciaire producteur de nombreuses sources, que l'on confrontera ici aux multiples journaux engendrés par l'instabilité organisationnelle de l'objet. Car, si le « parti » est ici un objet idéologique et un « lieu de mémoire »[5], l'esthétique et le style au goût des militants leur interdisent amplement la stabilité, le monolithisme et la discipline militantes. En revanche, une scène culturelle s'est édifiée pour chercher à revivifier à travers diverses agit-prop la vision du monde d'un nazisme il est vrai très réinventé. Toutefois, au-delà des formes et des fonds, reste une constante appétence pour la violence militante altérophobe, activiste ou terroriste.

Organisations : un rhizome plus que des partis-milices

Dans l'après-1968, l'internationale Nouvel Ordre européen (NOE, fondé en 1951) a une position hégémonique dans le néo-nazisme franco-belge[6]. De 1975 à 1981, elle dispose d'un mouvement de scoutisme, Wiking-Jeunesse, qui lui permet de prospecter chez les jeunes nationalistes du Groupe Union Défense (GUD)[7]. Lui est affilié le plus pérenne des groupes français : la FANE, fondée en 1966, et regroupant alors une trentaine de membres. Elle tente une gauchisation après Mai 68, affirmant que ses membres ont participé aux barricades et ont été arrêtés, ce qu'un rapport de police dément[8]. Il est vrai que dans ce milieu progresse l'influence de Pierre Clémenti (François dit), fondateur en 1934 du Parti français national-communiste, collaborationniste, passé par une kyrielle de formations après-guerre. Il tente désormais de relancer l'étiquette « national-communisme ». Lié au riche *Movimiento sociale italiano* (MSI), il fait profiter de ses relations Ordre nouveau (ON) qu'il rejoint en mai 1970[9]. Néanmoins, sous l'influence du MSI, la direction d'ON décide un changement de stratégie. Dans une réunion interne, François Duprat explique aux militants :

« (...) plus de chants nazis non plus : nous devons nous draper de tricolore et chanter la Marseillaise. NOUS DEVONS apparaître comme autre chose que la réincarnation d'Eichmann, mais plutôt comme des gens souriants [œuvrant à la création d']un Front National, rassemblant tous les partis d'extrême droite[10]. »

En 1972, quand toute l'énergie de la direction d'ON est occupée au lancement du Front national (FN), le vieux nazi devient un souci, comme l'explique une note des Renseignements généraux de la Préfecture de Police (RGPP) :

« Ses animateurs veulent anéantir tout le folklore qui s'y attache (croix de fer, insignes ou maximes SS gravés sur des matraques). MM François Clémenti et Jean-François d'Heurtebize qui incarnent cette tendance nationale-socialiste sont en conflit ouvert avec M. Alain Robert ; ce dernier accuse le directeur politique et le rédacteur en chef du journal *L'Action européenne* de faire le jeu de ceux qui affirment qu'«*Ordre Nouveau est la reconstitution du nazisme.*» Il dénonce l'incompatibilité d'un parti politique majeur et d'une incarnation publique de la violence. Cette critique vise l'agitation du GUD. »

Les gudards soutiennent Clémenti, mais, poursuit la note, « ils sont inorganisés » et Alain Robert « se fait fort de réaliser rapidement l'épuration[11]. » Pourtant, l'interdiction d'ON par l'État après la nuit d'émeute du 21 juin 1973 ouvre une fenêtre. Clémenti peine à développer ses Comités d'Action européenne (CAE). Constatant l'échec des CAE et de leur journal, *Action européenne*, qui eût été bien loin d'atteindre les 500 abonnements, la FANE reprend son autonomie[12]. Mais, Clémenti et Duprat, fraîchement congédiés ? d'ON et du FN, lancent *Le Combat européen* en août 1973. L'ambition est forte : 15 000 exemplaires au lancement, avec distribution en kiosques. Pour financer l'opération, une société coopérative a été montée à laquelle sont associés le belge Raymond De Witte et le suisse Georges Neri[13]. Dès le mois de novembre, cette dynamique explose car Duprat et une partie des CAE font scission puis, au printemps 1974, rejoignent l'organisation de la campagne de Jean-Marie Le Pen pour l'élection présidentielle. Ceux qui restent se replient sur le NOE : la montée du poids des Français au sein de celui-ci est actée par le fait que lorsque les autorités espagnoles se refusent à accueillir le congrès du NOE en 1974[14], ce dernier se tient à Lyon. Les débats sont présidés par Mark Fredriksen (FANE) et Daniel-Louis Burdeyron (jadis cadre de la WUNS) et rassemblent des représentants de 12 pays de trois continents[15]. Phénomène nationaliste à l'origine, le nazisme est devenu international puis transnational, épousant ses époques mais paraissant d'autant plus se dilater à l'échelle géographique à mesure qu'il se réduit à l'échelle de ses capitaux militants.

Ceux qui, avec Duprat, sont partis au FN, s'y allient à la tendance produisant le bulletin *Militant*, menée par les ex-Waffen SS Pierre Bousquet et Jean Castrillo, issus d'*Europe Action*. En 1976, Duprat rassemble la FANE et les éléments néo-fascistes à la lisière du FN au sein des Groupes nationalistes-révolutionnaires de base (GNR). L'alliance entre anciens et nouveaux est nécessaire : les GNR représentent 23 des 137 candidats FN trouvés au début 1978[16], mais, avec la tendance *Militant*, les radicaux finissent par constituer le tiers des candidatures FN aux élections législatives de 1978. Alors même que la FANE continue à commémorer la naissance d'Hitler[17], Fredriksen obtient l'investiture, et selon lui Duprat lui aurait dit que « suite au 18 mars la direction du F.N. serait assurée par un comité directeur qui réunirait les anciens candidats, et que c'était un excellent moyen de contrôler Le Pen puis de l'éliminer[18]. » La campagne du premier tour a donné lieu à de nombreuses violences, et l'entre-deux-tours voit un attentat à la voiture piégée assassiner Duprat[19]. Jean-Marie Le Pen refuse que la FANE récupère le poste de numéro deux et le confie à Jean-Pierre Stirbois, demandant aux radicaux de se contenter du collage d'affiches et du service d'ordre[20]. La FANE reprend son autonomie, et son cadre Michel Faci lance : « Monsieur Le Pen, il n'y aura plus de fascistes pour défilier avec vous dans les manifestations sionistes[21]. » Elle est bientôt suivie par l'équipe de *Militant* qui estime que les sionistes ont pris le contrôle du FN, ce qui aboutit à la naissance du Parti

Nationaliste Français (PNF) en 1983[22], dont la ligne tient plus de Bucard que d'Hitler. À Orange, les ex-GNR donnent naissance à la section française du *Círculo Español de Amigos de Europa* (CEDADE), dont l'aryanisme est très soucieux de lier régionalisme *völkisch* et écologisme. C'est peut-être là autant un réinvestissement des liens entre naturalisme et nationalisme allemand du XIX^e siècle que le processus d'hybridation des marges typique de la post-modernité.

La FANE développe ses liens avec la Belgique, en particulier avec Luc Michel[23], qui travaille régulièrement avec l'ex-GNR Front Uni du Hainaut[24], et participe au « conseil fasciste européen » en uniformes que la FANE organise en 1980[25]. L'agit-prop et l'activisme de la FANE étant à leur apogée, celle-ci anticipe sa possible dissolution par l'État, ses membres fondant une série d'associations dès l'été 1980 dont les Faisceaux nationalistes-européens (FNE) qui deviennent sa nouvelle identité – ses dépliants n'hésitant d'ailleurs pas à écrire que les FNE sont la poursuite de la FANE et se revendiquant du III^e Reich. Si elle revendiquait 1 000 militants lorsque l'État l'interdit en décembre 1980, la police estimait qu'elle en comptait 200, concentrés sur Paris[26]. La structure se décompose ensuite, sa fusion en 1987 avec le Mouvement national et social ethniste donnant certes naissance aux structures activistes baptisées *Survival Kompagnie SS* et Armée secrète nationale, mais ne représentant en tout et pour tout qu'une cinquantaine de militants actifs[27]. Le temps est désormais à une double dynamique : le développement de la mouvance skinhead, d'une part, celui, d'autre part, du Parti nationaliste français et européen (PNFE), né par scission du PNF proclamée par Claude Cornilleau (ex-FN et élu chiraquien) lors d'une réunion européenne néo-nazie à Anvers en 1987[28].

La tendance d'extrême droite du phénomène subculturel skinhead est importée d'Angleterre en 1983-1984. Facteur de perte de capital social, l'engagement à l'extrême droite radicale devient le fait de prolétaires qui, eux, peuvent avoir le sentiment d'y trouver une plus-value dans leur auto-représentation. La greffe prend suffisamment pour qu'en 1987, les services estiment que la mouvance skinhead représenterait 400 personnes sur les 2 450 que compterait l'extrême droite radicale activiste, tandis que le PNF comme le PNFE compteraient chacun une centaine de membres[29]. Ces organisations s'ouvrent aux skinheads, mais le propre de ces derniers est d'être rétifs à l'organisation au-delà de la « bande » juvénile et prolétarienne qu'ils constituent localement. Les mouvements eux-mêmes se racornissent : le PNFE vit en sections locales autonomes, et n'est que peu en lien avec ses homologues étrangers. Alors qu'en 1989, il explique que les réunions européennes répondent à « l'arrogance juive[30] », dès 1990, il est contraint de rester en France car les séjours répétés de sa direction en prison ont grevé sa trésorerie[31]. Certes il participe à des réunions européennes, comme celle organisée par les jeunesses du *Nationaldemokratische Partei Deutschlands* (NPD) en 1997, mais sans plus de création de liens structurels ou organiques[32]. Néanmoins, il fusionne avec les FNE en 1993 et ensuite parvient à satelliser une large part des groupes musicaux du milieu skinhead. En outre, il développe diverses associations amies : Comité Objectif Boycott de la Répression Antinationaliste (COBRA) ou Association normande pour l'Éveil du Citoyen (ANEC, négationniste). En déliquescence à partir de 1995, le mouvement disparaît en 1999. Ses membres épars reçoivent de réguliers appels du pied d'Unité radicale (UR), qui vient d'être fondée. Mais, depuis la disparition du PNFE, il n'existe plus de mouvement néo-nazi proprement militant[33].

Relégué sur quelques zones (région parisienne, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Bretagne – et plutôt Nantes que Rennes), le néo-nazisme militant a surtout séduit au sein des classes

populaires des individus mal intégrés socialement et tendant à construire leur identité individuelle par hybridation de marges – la question des addictions mériterait d'être traitée dans une perspective sociologique – et, surtout, par adhésion au groupe. Ce dernier est moins vécu selon le rapport verticalisé du Parti-Milice que sous la forme horizontale de la « bande » par laquelle on existe, pour laquelle on s'exprime.

Culture politique et agit-prop

Alors qu'ON fédérait les éléments activistes, ceux qui avaient renoncé à l'espoir de la prise du pouvoir cherchaient à investir le combat culturel. Certains éléments en provenance du militantisme néo-nazi participent ainsi de la fondation du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE) lancé sur les ruines de la mouvance d'*Europe Action* : Alain Lefevre et Michel Bertrand auraient été à la WUNS, Jean-Claude Valla, future figure du GRECE, en eût été sympathisant, et Philippe Baillet, futur traducteur français de Julius Evola[34] et membre de la Nouvelle droite, eût participé avec Burdeyron à Action-Occident, l'un des groupes ayant donné jour à la FANE[35]. Outre les trajectoires biographiques, il y a là une logique structurelle : le NOE, très vite, a défendu l'unité de l'espace blanc et européen, la dégermanisation du nazisme allant de pair avec l'intégration des Slaves à la race blanche dès 1951. L'anticolonialisme est approuvé au bénéfice d'unités raciales empêchant le métissage : cette apologie de la ségrégation dont la ligne de fuite est l'ethnodifférencialisme s'appuyait, en 1956, sur un appel solennel aux nationalistes d'Europe pour qu'ils renoncent à toute querelle entre eux comme auraient su le faire les *Waffen-SS*. Comme Jean Mabire à *Europe-Action*, ce que le NOE nomme « l'Europe » c'est l'union de tous les mondes blancs, Slaves, Américains et Australiens inclus, avec une autonomie culturelle des ethnies[36]. La WUNS, elle, est d'origine anglo-américaine, et est fondée en 1962 en pleine tension raciale : son racialisme est un suprémacisme blanc antisémite. Elle amalgame le néo-nazisme avec l'odinisme[37] au bénéfice d'une union mondiale de la race blanche passant par la fédération de régions ethniques, ce qui provoque des tensions avec le NOE qui ne veut pas de démembrement des nations. Ces marqueurs existaient déjà dans le nazisme français, le journal *Devenir* des SS francophones, traitant de l'eurorégionalisme ethnique, du nordicisme, de l'unité du monde blanc, et même de l'odinisme[38].

Depuis les années 1960, Saint-Loup (Marc Augier dit), ancien de la Légion des Volontaires français contre le bolchevisme (LVF) et animateur des Jeunes de l'Europe nouvelle (promouvant l'engagement dans la SS), diffuse une fiction qui devient un socle des représentations néo-nazies. Dans ses livres, il prétend qu'une élite révolutionnaire européenne travaillait au sein de la SS à imposer une Europe des « patries charnelles ». Pour lui, le nazisme vise à « reconquérir l'espace vital de l'homme blanc » tout en le ré-enracinant dans sa patrie régionale. Il présente la carte d'une Europe des régions qu'aurait édifiée cette fraction de la SS, et il affirme même que cette élite aurait été prête à prendre les armes contre les pangermanistes[39].

On retrouve cet angle dans les revues néonazies. Ancien sergent recruteur de la *Waffen-SS* et cadre de la WUNS, Yves Jeanne lance à Nantes en 1972 *Le Devenir européen*, païen, nationaliste breton, défendant une Europe des ethnies et ouvert à la pensée d'Evola, de la CEDADE et du GRECE. Un groupuscule se constitue autour du journal, ne rassemblant pas plus d'une cinquantaine de personnes, mais entretenant des liens avec les nationalistes flamands et palestiniens[40]. Participent à la publication Saint-Loup mais aussi Robert Dun (Maurice Martin dit), également collaborateur des publications néo-droitnières, au NOE, membre du druidique Cercle Lux Fero (pour Lucifer) et du Groupe druidique des Gaules[41]. Il formalise d'ailleurs de manière explicite ce qui est devenu le mythe mobilisateur des milieux néo-nazis quand il fustige

« un génocide anti-aryen, une entreprise dans laquelle agissent en rivaux complices le capitalisme, le marxisme, le catholicisme et tous les mondialismes[42]. »

L'importance de ces représentations dans le néo-nazisme doit être liée à cette implantation en Bretagne – zone où étaient déjà bien ancrés les JEN[43] et seule région française qui a obtenu d'avoir son propre contingent SS : la *bezen Perrot*. Le Parti national breton d'Olier Mordrel (Olivier Mordrelle, dit), partisan de l'indépendance avant-guerre, a prôné une Europe des régions au sein d'un système d'Empires raciaux continentaux. Après-guerre, les anciens JEN investissent donc la mouvance bretonne (*emsav*). Le néo-druidisme fonctionne d'ailleurs comme les œuvres de Saint-Loup, mêlant histoire et occultisme[44]. Le rédacteur-en-chef du *Devenir européen* est ainsi l'ex-JEN Georges Pinault, alias Goulven Pennaod, qui participe à partir de 1954 à *La Bretagne réelle* fondée par Olier Mordrel de retour de son exil sud-américain. Toutes les revues euro-régionalistes raciales issues d'*Europe-Action*, ou *Le Devenir européen*, invitent à la lecture de la *Bretagne réelle*, la thématique celtique paraissant bien l'un des lieux de transition entre l'aryanisme, l'européisme, et l'affirmationisme blanc[45]. « Druide », enseignant à l'université Lyon III, Pennaod a été ensuite chercheur associé à l'université brestoise. Il a collaboré à *Europe-Action* puis à *Nouvelle École*, revue théorique du GRECE. Les liens entre la Nouvelle droite et la partie raciale de l'*emsav* impliquent également Olier Mordrel, qui participe à *Éléments*, et son fils Trystan qui en est secrétaire de rédaction en 1984-1985, tandis qu'il est l'un des responsables de la librairie néo-nazie Ogmios (du nom d'un dieu guerrier gaulois), proche de l'Iran et de la Lybie. En 1985, Trystan Mordrelle, Jean-Pierre Tillenon (dit Yann-Ber Tillenon ; membre du GRECE) et divers militants néo-nazis investissent l'association bretonne *Ker Vreizh* (fondée en 1938). Selon les services de police, « les responsables entretiennent d'étroites relations avec la frange pro-nazie du GRECE[46]. » Comme les néo-droitiers Partisans européens (dont Guillaume Faye est une figure), le *Ker Vreizh* rêve de lier ensemble les marges antisémites révolutionnaires, communistes ou néofascistes[47].

L'association devient un carrefour, recevant les néo-droitiers Alain de Benoist, Jean Haudry, Robert Steuckers, ou les négationnistes Pierre Guillaume, Olivier Mathieu ou Henri Roques. Trystan Mordrelle, Goulven Pennaod et le gréciste Guillaume Faye cofondent l'association *Europa Riezel* (« l'Europe impériale ») et *Diaspad*, une revue nationaliste bretonne celto-druidique militant pour l'Europe des ethnies. *Europa Riezel* affirme vouloir rassembler les terroristes communistes français d'Action Directe, le Front de Libération Nationale Corse, le Front de Libération de la Bretagne, autant que le Mouvement nationaliste-révolutionnaire et le GRECE[48]. La Bretagne est d'ailleurs le seul territoire où le PNF déroge à l'orientation nationaliste-européenne pour épouser une ligne nationaliste-révolutionnaire euro-régionaliste[49].

Mais ces lignes ne sont pas stabilisantes, et handicapent la normalisation du GRECE. En crise, il instaure en septembre 1986 une Direction provisoire chargée de sauver le mouvement[50]. En avril 1987, Yann-Ber Tillenon démissionne du GRECE, et le mois suivant c'est Guillaume Faye qui claque la porte. Pierre Vial, secrétaire général du GRECE de 1978 à 1984, écrit aux grécistes pour leur expliquer que les démissionnaires cherchent à détruire leur mouvement. Une césure semble s'imposer avec les éléments les plus nazifiants, puisque le même texte précise qu'Olivier Mathieu, militant du PNFE intervenant au GRECE, ne doit plus être invité à aucun événementiel et être considéré comme « un provocateur »[51]. Pierre Vial profite d'un droit de réponse au *Monde* pour affirmer que Guillaume Faye a été exclu pour sa radicalité[52]. À partir de 1994, il fédère les éléments radicaux à la lisière du FN au sein de Terre et Peuple, mouvement

néo-païen völkisch qui assume son racialisme. Terre et Peuple s'est internationalisé avec les fondations de sections en Belgique, Espagne, Portugal, et Italie, et l'association participe depuis 2013 au réseau néo-nazi de l'Action Européenne, qui est une relance des CAE faite en 2010 – la boucle est bouclée puisque Pierre Vial est le filleul de Clémenti.

Pourtant, cet axe euro-régionaliste n'est ni celui des mouvements politiques ni celui de la mouvance skinhead. Après 1978, la FANE affiche un hitlérisme décomplexé, provoquant l'effacement des autres mouvements radicaux, *Militant* inclus, qui considèrent que cette faute les met en danger. Elle alterne entre radicalité violente et dérision, son organe de bandes dessinées s'offusquant ainsi du « néo » quand la presse qualifie la FANE de « néo-nazie[53]. » Elle exhibe l'appui d'anciens, tel Olier Mordrel et, surtout, Henry-Robert Petit – militant avant-guerre au Rassemblement antijuif de France avec Darquier de Pellepoix, il l'a suivi au Commissariat aux questions juives, et a entretenu des liens personnels avec les autorités allemandes[54]. Grâce au soutien du britannique *National Front*[55], l'organisation utilise des milliers d'autocollants aux slogans tels que « Solidarité aryenne contre internationale sioniste », « Les Blancs pillulent, les allogènes pullulent », « Israël doit être détruit », etc. Selon elle, elle aurait distribué 48 900 autocollants et des centaines d'affiches lors de son congrès de 1980[56]. Elle adresse à des personnalités juives un courrier libellé : « Pour Kippour la FANE vous souhaite de TOUS crever ! *Heil Hitler* ! ». Cependant, la FANE ne se vit pas comme une marge absolue. En décembre 1980, ses fichiers sont saisis par la PJ, dans le cadre d'une instruction pour reconstitution de ligue dissoute. On peut y constater qu'elle effectue un service de presse de son organe auprès des personnalités des diverses extrêmes droites (Maurice Bardèche ; Alain de Benoist ; François Brigneau ; Henry Coston, etc.)[57]. L'organisation considère donc bien faire partie d'un milieu politique.

Mais ensuite, le basculement vers le « *White Power* » américain est manifeste. La référence au front de l'Est elle-même est instrumentalisée pour séduire les skinheads, en leur signifiant que leurs ratonnades s'inscrivent dans cette filiation historique[58]. C'est le moment où paraît le premier numéro de *Bras tendu*, proche des FNE, quise flatte d'être le premier journal skinhead (« skinzine ») à dépasser le stade du fanzine musical pour enfin assurer une formation idéologique néo-nazie assumée[59]. Si l'offre s'adapte à la demande, c'est aussi l'un des signes que, globalement, le néo-nazisme européen s'aligne sur la pensée du racisme blanc américain. L'influence étasunienne s'entame dès 1979, lorsque la FANE se lie à la *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei-Auslands-Organisation* (NSDAP-AO) de l'Américain Gary Rex Lauck[60]. Le temps n'est plus à l'intellectualisation, alors qu'après 1968, Burdeyron affirmait vouloir défendre le national-socialisme contre les provocations folkloriques des jeunes néo-nazis[61], puis que son groupe Peuple et Nation, issu des CAE, cherchait à mettre en avant Otto Strasser face à Hitler[62], sur l'exemple de ses homologues allemands. Un dessin de couverture de l'organe de la FANE est explicite : un groupe de singes brandissant une pancarte « *Freedom for South Africa* » est légendé : « L'Afrique du Sud aujourd'hui... l'Europe demain ?[63] » L'inspiration anglo-saxonne se retrouve dans une affiche de la FANE ensuite devenue un autocollant du PNFE où un visage négroïde dégouline sur la France, reprenant ainsi une ancienne affiche du *National Front* où ce visage fondait sur l'Union Jack. Les skinzines ne proposent pas de théories raciales élaborées, ainsi K.K.K (pour Ku Klux Klan) estime que le militant antiraciste Harlem Désir aurait dû passer à l'émission télévisée « La Vie des animaux » plutôt qu'à « L'Heure de Vérité[64]. » L'influence anglo-saxonne rejaillit sur tout, et est marquée par la création, en 1988, d'une pseudo-section française du Ku Klux Klan avec le skinzine *L'Empire invisible*, qui se veut la réponse du suprémacisme blanc à ce qui serait la dictature des minorités[65], ou par un skinzine *surgeon* de la WUNS l'année suivante[66]. Une section française des *Hammer*

Skins (internationale d'origine américaine) est également fondée, qui importe en France le *National-Socialist Black Metal*. Les principaux thèmes et termes de la radicalité américaine passent ainsi dans le folklore hexagonal, tel que le concept de ZOG (« *Zionist Occupation Government* »).

Le PNFE témoigne parfaitement de son réaligement, avec son slogan très peu orthodoxe pour le nazisme ou le collaborationnisme : « France d'abord, Blanche toujours ». Dès le premier numéro de *Tribune nationaliste*, la préservation de la race blanche importe bien plus qu'un État fasciste ou qu'un homme nouveau :

À bas la société multiraciale ! [...] Vive la race blanche ! [...] La ligne de partage fondamentale, incontournable ? C'est la question raciale^[67].

La plupart des groupes naziskins sont sur cette ligne d'affirmation blanche, quelques-uns parvenant à un point de vue plus proche du nazisme, tel Ultime Assaut pour qui : « la recrudescence de drogués, de prostitués, d'homosexuels et autres sous-hommes témoigne de la décadence profonde engendrée par les systèmes libéraux, humanistes et multiraciaux^[68]. » C'est peut-être cette plus grande conscience politique qui explique que l'un de ses membres, Robert Oattaviani a ensuite fait carrière au FN, et a mis en place Énergie Bleu Marine, première mouture du Rassemblement éponyme. La conscience politique peut également mener à entreprendre des actions de combat culturel loin de la zone de l'*underground* suprémaciste, tel Michel Caignet et son magazine homosexuel *Gaie France*, à l'esthétique pédophile et radicale, qui, par exemple, expose à son lectorat la défense de l'homosexualité par Alexis Carrel^[69].

Enfin, pour séduire les orphelins du PNFE, c'est bien plus l'imagerie du suprémacisme dont use UR que des cultures propres aux fascismes européens : dénonciation de « ZOG », reprise de la phrase de 14 mots « Nous devons assurer l'existence de notre race et un futur pour les enfants blancs » de David Lane (néonazi du groupe américain *The Order*, il a été condamné à une peine de 150 ans de prison et est décédé en 2007), ou merchandising, avec la vente de tee-shirts exhibant des personnages en uniforme du Klan, ou portant des inscriptions telles que « *Oi White Power* », « *White Aryan Resistance* » (nom d'un groupe américain), « *Charlemagne 33° Waff-Gre-Divder SS [Franz-1]* », etc. Les référents esthétiques font politiquement sens, mais ils impliquent également un rapport spécifique à la violence.

Types de violences militantes

Dès 1973, suite à la dissolution d'ON, a lieu une vague d'attentats racistes. Les revendications laissent à penser qu'elles sont l'œuvre de néo-nazis, comme le Groupe Charles Martel pour l'attentat contre le consulat algérien de Marseille en 1973, mais sans une assurance certaine. Une perspective révolutionnaire a été donnée aux GNR par Duprat, leur proposant un scénario à la chilienne et exposant le sens de leur collaboration avec les réactionnaires du FN : « sans les SA, jamais le NSDAP n'aurait pu prendre le pouvoir, mais sans la *Politische Organisation* les SA n'auraient pas mieux réussi que les Corps Francs^[70]. » C'est en fait l'après-assassinat de Duprat qui constitue la phase centrale. La FANE organise le camp d'été 1977 du FNJ et des GNR, la visite de la gendarmerie permettant d'y trouver nunchakus, barres de fer, manches de pioches, et couteaux ornés de croix gammées^[71]. Elle paye une formation d'entraînement paramilitaire poussé à l'étranger à son responsable action, mais n'est pas assez structurée pour que ce dernier, Jean-Yves Pellay, ne soit pas un militant juif sioniste qui s'est infiltré dans l'organisation pour lui nuire. Les militants, raconte-t-il, ont été formés par des anciens des Commandos Delta, comme leurs homologues du Front de Libération de la Bretagne et du Front de Libération National de la Corse, et ce sont eux qui forment les commandos terroristes anti-

maghrébins Charles Martel, le groupe comptant une trentaine d'activistes[72]. Que les attentats soient signés GNR, FANE, Commandos Delta, Groupe Joachim Peiper ou Groupe François Duprat, pour la presse d'alors, il ne fait pas de doute que la FANE est au cœur de la vague terroriste : de 1979 à l'été 1980, 325 actes de violences dont 50 attentats à l'explosif sont imputés à l'extrême droite[73]. La fausse revendication par la FANE de l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic (3 octobre 1980, 4 morts) faite par Jean-Yves Pellay entraîne une forte répression des radicaux de droite ainsi que la dissolution de l'organisation par l'État – avec un vice de forme qui entraîne une nouvelle dissolution en 1985, puis une troisième en 1987.

Les skinzines néo-nazis développent un appel constant au meurtre et/ou au terrorisme. Ce texte s'accompagne très vite de passages à l'acte : en 1987 et 1988, les naziskins sont impliqués dans 36 violences racistes. Si les attentats de la décennie précédente visaient volontiers des organisations antiracistes, la violence skinhead est urbaine, visant le badaud d'origine africaine, globalement mais pas exclusivement : en 2002, un homosexuel est tué par trois skinheads ; en 2004, un jeune homme d'origine asiatique est gravement blessé à coups de feu par un autre ; en 2008, un Turc est agressé par un membre de Combat 18 (internationale skinhead d'origine anglaise), etc. Depuis le retentissement de la profanation du cimetière juif de Carpentras en 1990 (par des skinheads liés au PNFE), les attaques contre des sépultures juives ou musulmanes sont devenues classiques. Elles peuvent s'inscrire dans le cadre de l'influence étasunienne, où depuis les années 1950 existent des hybridations avec le satanisme, ce qui fut notable avec la profanation de cadavres ayant entraîné le démantèlement de la première section française des *Hammer Skins* en 1997.

Si la violence skinhead relève souvent d'actes d'opportunité, le PNFE a, lui, su élaborer une relative stratégie, en s'inspirant des modèles organisationnels du néo-nazisme américain : « *lone wolf* » et « *leaderless resistance* ». Il y a une visée publicitaire certes, Claude Cornilleau arguant que le PNFE « a réussi une véritable percée médiatique » depuis que les médias ne cessent de relater la violence du groupe[74]. Il y a aussi l'espoir de déclencher une guerre civile inter-ethnique. En 1988, des attentats contre des foyers d'immigrés sont faussement revendiqués au nom d'un « Groupe Massada », dans l'espoir qu'Africains et juifs s'affrontent, entraînant l'arrestation de toute la direction du PNFE. En 1998, deux militants du PNFE enlèvent et assassinent un commercial de Peugeot au nom d'une pseudo-Armée des jeunes musulmans de France qui affirme réagir au comportement de « négriers » des industries automobiles ayant importé massivement leurs parents[75]. Jusqu'à ce jour, l'enchaînement de violences entre groupes radicaux entretenant une opposition ethno-culturelle n'a pas eu lieu, mais il demeure une inquiétude récurrente des services de police et de renseignement, en particulier après les attentats de 2015.

Le PNFE a également amélioré une technique de la FANE : la pénétration du secteur policier. La présence de nombreux policiers à la FANE avait d'autant plus choqué la presse lors de ses violences qu'elle avait découvert que l'inspecteur Paul Durand (FANE, ex-GNR, il écrira dans la presse d'UR) avait été un temps affecté à la protection du grand rabbin de France et qu'il était en lien avec les suspects du massacre de Bologne (80 morts le 2 août 1980)[76]. Après des semaines de démentis, le ministre de l'Intérieur reconnaît que 21 policiers sont membres de la FANE, dont trois le seraient en tant qu'infiltrés[77]. Le PNFE entretint lui des liens profonds avec la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP), si bien qu'en 1989, des documents sont saisis chez Serge Lecanu, secrétaire général de la FPIP et membre du bureau politique du PNFE, démontrant qu'il est chargé de créer une « SS » au sein de la police pour le compte du parti.

Quant à UR, sa politique de récupération des ex-PNFE lui aura apporté ses débordements. Didier Magnien, qui assure les maigres relations avec le NPD, a intégré le service de protection de la constitution (chargé de la surveillance et de la répression des activités néo-nazies en RFA) mais a été arrêté en 2004, étant accusé de préparer un attentat contre un centre communautaire juif de Munich. Maxime Brunerie également passa par le PNFE, lui dont la tentative ratée d'assassinat du président de la République en 2002 devait entraîner la dissolution du mouvement. Le fait qu'il ait agi en estimant que Jacques Chirac était un « agent de ZOG », mais en étant en relation avec un militant pro-israélien pour qui le président eût été un agent d'Eurabia, c'est-à-dire d'un complot arabo-européen visant à faire de l'Europe une colonie arabo-musulmane, souligne la haute capacité des marges radicales à se magnétiser et s'hybrider, puis à agir selon leur définition de l'ennemi[78].

Conclusion

Marge idéologique s'il en est, le néo-nazisme n'a cessé d'approfondir son caractère périphérique. Cet espace clos définit une temporalité différente de celle des masses : la primauté du racisme en matière idéologique implique une adhésion au mythe d'une gigantomachie raciale multiséculaire opposant juifs et Aryens. Le temps continuerait à se dérouler selon ce schéma, la société multiculturelle et multiethnique montrant l'avancement de la domination juive. Cette croyance vient légitimer que le militant recherche les solutions dans un passé vécu comme calomnié, le III^e Reich, et qu'il puisse se revendiquer néo-nazi. Malgré les très grandes évolutions, le racialisme demeure le cœur de la représentation du monde et implique tout le reste, idées comme pratiques. Celles-ci ont un but, à la fois utopie autophile et mythologie altérophobe : l'établissement de l'unité du monde blanc et son épuration ethnoculturelle. C'est au nom de ce combat conservateur, considéré comme légitime parce que défensif, que le militant peut s'estimer digne du passé et porteur d'avenir.

Le caractère transatlantique et philoslave de cet affirmationnisme blanc qu'est devenu *in fine* le néo-nazisme peut certes étonner de prime abord, mais il correspond à l'usage politique classique « à présent » d'un *item* historique, pour reprendre l'expression de Walter Benjamin. Le goût pour la violence et la provocation nous renvoie à une autre formule du philosophe : « l'humanité s'est suffisamment aliénée à elle-même pour être capable de vivre sa propre destruction comme une jouissance esthétique de tout premier ordre. Voilà l'esthétisation de la politique que pratique le fascisme[79]. » Malgré leur manque de capacité à l'ordre et à la discipline, les néo-nazis restent, en ce sens, bel et bien des fascistes, mais de leur temps, tant il y a du narcissisme à vouloir ainsi vivre en un groupe compact et clos (la vie sociale préfigurant l'utopie raciale) en épousant tous les codes qui les mettent *de facto* au ban de la société. S'exprime, là aussi, une jouissance de l'autodestruction, mais individuelle. Car, dans ces rangs prolétaires et transnationaux, existe aussi par ces biais une adaptation à la postmodernité et une capacité à encore y trouver des gratifications symboliques auto-valorisantes (ne pas être comme les autres, assumer jusqu'au bout, être viril etc.) qui font comprendre que le phénomène ne fut pas que la queue de comète de 1945. Il fut en tension avec l'avenir, esquissant des problématiques moins marginales que l'on eût pu l'imaginer quant à l'insertion des secteurs déclassés par la désindustrialisation, dans le contexte d'accélération de la globalisation ouvert avec les années 1970.

Notes

[1] *Notre Europe combattante*, février 1986.

- [2] Direction des Renseignements généraux (DRG), « La WUNS veut changer de visage », *Bulletin hebdomadaire. Notes et études*, 16 juillet 1964, 4 p., AN/19820599/65.
- [3] Le préfet de police au ministre de l'Intérieur, « A/S des associations Centre de Culture Européenne et Faisceaux Nationalistes-Européens », 26 avril 1980, p. 8, AN/1999045/19.
- [4] Johan Chapoutot, *La Loi du sang. Penser et agir en nazi*, Paris, Gallimard, 2014.
- [5] Pierre Nora, *Les Lieux de mémoire*, tome 3, Paris, Gallimard, 1992, p. 936.
- [6] DRG, « Les Mouvements néo-nazis : la FANE et le Nouvel Ordre Européen (NOE) », *Bulletin mensuel confidentiel Documentation-Orientation*, octobre 1968, p. 7, AN/F7/15585.
- [7] Renseignements généraux de la Préfecture de Police (RGPP), dossier « Wiking-Jeunesse », AN/1999045.
- [8] RGPP, « L'Extrême droite », 10 septembre 1969, p. 72, APP/GADR15 ; *Notre Europe*, juin 1968.
- [9] RGPP, note du 5 décembre 1970, AN/20080389/16.
- [10] RGPP, notes du 18 et du 22 septembre 1971, AN/20080389/16 et note du 18 septembre 1971, 3 p., AN/20080389/15.
- [11] RGPP, « Ordre Nouveau pendant la préparation du congrès des 10 et 11 juin », 21 mai 1972, 2 p., AN/20080389/17.
- [12] *Notre Europe*, octobre 1973.
- [13] RGPP, note sur *Le Combat européen*, p. 1-2, APP/GAD8/666.293.
- [14] *Droit et liberté*, juin 1975 (organe MRAP).
- [15] *L'Action européenne*, 15 avril-15 mai 1972.
- [16] *Le Salut public*, janvier-février 1978 (journal GNR).
- [17] *Ragnarök*, mai 1977 (journal FANE).
- [18] Entretien avec Marc Fredriksen, 1^{er} octobre 2010 (par Joseph Beauregard).
- [19] 37 actions violentes sont recensées par PJ, « Les Incidents liés à la prochaine échéance électorale », 22 février 1978, AN/19800280/138.
- [20] Entretien avec Michel Faci, 15 octobre 2009.
- [21] *Notre Europe*, avril 1980.
- [22] *Fer de lance*, octobre 1987 (bulletin interne du PNF).
- [23] *Notre Europe*, décembre 1979 (organe FANE).
- [24] *Courrier du Parti Communautaire Nationaliste-européen*, 4 février 1993.
- [25] *Notre Europe*, février 1980.
- [26] DCRG, « Faisceaux Nationalistes-Européens », 5 p., AN/19990426/5.
- [27] DCRG, « Les principaux mouvements extrémistes de droite en France », 17 septembre 1987, p. 6, AN20030515/1/DP705. Le MNSE est un infra-groupuscule, guère connu que par la mention

qui lui est faite par Michel Lajoie lors de son procès pour détention d'armes (il est condamné ensuite pour un attentat à la bombe contre un café fréquenté par des immigrés).

[28] *Tribune nationaliste*, avril 1987 (organe du PNFE).

[29] DCRG, « Les principaux mouvements extrémistes de droite en France », 17 septembre 1987, 11 p., AN20030515/1/DP705.

[30] *Tribune Nationaliste*, août 1989.

[31] *L'Événement du jeudi*, 29 novembre-5 décembre 1990.

[32] *Le Flambeau*, décembre 1997 (organe du PNFE).

[33] Camus Jean-Yves, « [Entre autonomie et embrigadement militant : les skinheads néo-nazis des années 1980-1990](#) », dans Nicolas Lebourg et Isabelle Sommier (dir.), *Les violences politiques en France des années 1980 à nos jours*, Paris, Riveneuve, 2017, p. 45-47.

[34] Principal théoricien de l'extrême droite radicale italienne après 1945, il conçoit la modernité comme une involution la Tradition primordiale.

[35] Procès-verbal d'audition de Daniel-Louis Burdeyron, 29 juillet 1964, AN/19880206/15 ; DCRG, « Les Groupes de Recherches et d'Études pour la Civilisation Européenne », juillet 1970, *Bulletin mensuel confidentiel Documentation-Orientation*, n° 160, 5 p., AN/F/7/15585 ; Fichier d'Action Occident, APP/GA04 ; François Stéphane, « L'extrême droite "folkiste" et l'antisémitisme », *Le Banquet*, n° 24, 2007, p. 207.

[36] *Déclarations du Nouvel Ordre Européen*, s.d., 10 p. ; NOE, *Les Peuples blancs survivront-ils ?*, Lausanne, Éditions celtiques, 1987, p. 97-98.

[37] L'odinisme consiste en une reconstruction contemporaine du paganisme nordique.

[38] *Devenir*, n° 1, février 1944 ; *idem*, n° 2, mars 1944 ; *idem*, n° 3, avril-mai 1944 ; *idem*, n° 4, juin 1944.

[39] Saint-Loup, *Les SS de la Toison d'or : Flamands et Wallons au combat*, Paris, Le Trident, s.d. (première édition 1976) p. 53-54 et double page non numérotée ; *Défense de l'Occident*, mars 1976.

[40] DRG, « Le devenir européen », s.d., AN/19990426 /5.

[41] Camus Jean-Yves, « Nostalgia and political impotence: néo-nazi and extreme right movements in France 1944-1964 », Edward J. Arnold (dir.), *The Development of the radical right in France From Boulanger to Le Pen*, Basingstoke, Macmillan Press, 2000, p. 195-216.

[42] *Le Devenir européen*, décembre 1980.

[43] *Jeunes de l'Europe Nouvelle*, janvier 1944.

[44] Voir Saint-Loup, *Nouveaux cathares pour Montségur*, Paris, Presses de la Cité, 1969.

[45] On entend par là l'exhibition non-suprématiste d'une fierté culturelle et d'une conscience biologique unitaires à l'échelle de la race blanche.

[46] DCRG, « Les principaux mouvements extrémistes de droite en France », 17 septembre 1987, p. 8, AN/20030515/1/DP705.

- [47] *Principes d'action du partisan européen*, sd, 4 p.
- [48] *Article 31*, octobre 1987.
- [49] *Militant Bretagne*, automne 1989, se revendique ainsi de Niekisch.
- [50] *Le Lien*, octobre 1987 (bulletin interne du GRECE).
- [51] *Le Lien*, juin 1987.
- [52] *Le Monde*, 25 août 1987.
- [53] *L'Immonde*, août 1979 (journal FANE).
- [54] Le Préfet de police au ministre de l'Intérieur, « Au sujet de l'association dite Faisceaux nationalistes européens », 24 novembre 1980, p. 4, AN/1999045.
- [55] Entretien avec Michel Faci, 15 octobre 2009.
- [56] *Notre Europe*, février 1980.
- [57] Archives personnelles.
- [58] *Notre Europe combattante*, octobre 1985 ; *idem*, juillet-août 1985.
- [59] *Bras tendu*, octobre 1985.
- [60] Le Préfet de police au ministre de l'Intérieur, « Association FANE », 20 décembre 1979, AN/1999045.
- [61] *Europe Unie*, juin 1969.
- [62] *Peuple et Nation*, janvier 1975 ; *idem*, novembre 1975 ; *idem*, novembre 1977. Le groupe, exclu du NOE en 1975 et rejoignant les GNR, reprend un intitulé en provenance d'ex-collaborationnistes liés à Strasser, et déjà repris par l'ex Waffen SS belge Debbaudt (NOE).
- [63] *Notre Europe combattante*, janvier 1986.
- [64] *KKK*, août 1987.
- [65] *L'Empire invisible*, septembre-octobre 1990.
- [66] *National-socialisme*, automne 1989.
- [67] *Tribune nationaliste*, octobre 1985.
- [68] *Unité Blanche*, 1989.
- [69] *Gaie France*, août 1993. En 1997, Michel Caignet est condamné à quatre ans de prison dans le cadre du démantèlement du réseau pédophile Toro Bravo.
- [70] Duprat François, *Le manifeste nationaliste-révolutionnaire, Dossiers Nationalistes, Supplément numéro deux aux Cahiers Européens-Notre Europe*, 1976, p. 14.
- [71] DCRG, « Après l'arrestation de militants nationalistes-révolutionnaires en stage dans les Alpes de Haute-Provence », 26 juillet 1977, 4 p., AN/20080389/47.
- [72] *Le Matin de Paris*, 28 novembre 1980 ; *idem*, 29-30 novembre 1980 ; *Le Quotidien de Paris*, 28 novembre 1980.

[73] Directeur des Renseignements Généraux au Directeur de la Réglementation, 8 février 1979, 3 p. ; *idem*, 21 juillet 1980, 8 p. (AN/19990426 /5).

[74] Cité par Rossi Éric, *Jeunesse française des années 80-90. La tentation néo-fasciste*, Paris, LGDJ, 1995, p. 242.

[75] *Le Monde*, 4 octobre 1989 ; *idem*, 27 juin 1998.

[76] La cache de terroristes néo-nazis allemands par la FANE est avérée, ainsi que des liens étroits et la participation d'un des membres de la FANE au Groupe Hoffman, une structure terroriste néo-nazie d'outre-Rhin un temps liée au Fatah.

[77] Moreau Patrick, *Les héritiers du III^e Reich*, Paris, Seuil, 1994, p. 290-298 ; *Le Monde*, 20 août 1980 ; *idem*, 14 octobre 1980.

[78] Albertini Dominique et Doucet David, *La Fachosphère. Comment l'extrême droite remporte la bataille du net*, Paris, Flammarion, p. 95-128.

[79] Benjamin Walter, « L'œuvre d'art à l'époque de la reproductibilité technique », dans *id.*, *Essais II : 1935-1940*, Paris, Denoël, 1983, p. 210 ; *id.*, *Œuvres III*, Paris, Gallimard, 2000, p. 439.